

# « NOUS SOMMES DANS UNE PÉRIODE D'INCERTITUDES »

**JEAN-PIERRE SUEUR**

Le sénateur du Loiret évoque la présidence Hollande, mais aussi la fermeture d'Hitachi, le passage en Métropole et le changement de nom de la région, des dossiers sur lesquels il fut – ou reste – très impliqué. Tout en commentant, avec une voix dissonante, le présent, le passé et le futur d'une ville dont il fut maire entre 1989 et 2001. **BENJAMIN VASSET**

**La Tribune Heb'd'O :** Depuis un gros mois, vous vous montrez très actif sur le dossier d'Hitachi. Aujourd'hui, où en sont les négociations avec les dirigeants japonais ?

**Jean-Pierre Sueur :** C'est un sujet qui me tient à cœur. En 1992, lorsque j'étais maire d'Orléans, nous avons beaucoup travaillé pour faire venir Hitachi à Orléans, alors que nous étions en concurrence avec Blois. Cette entreprise a ensuite soutenu nombre de projets culturels, comme le festival de cinéma japonais que nous avons créé au Théâtre, ou le festival des Jardins à Chaumont-sur-Loire. Cela étant dit, en septembre dernier, quand nous avons appris sans préavis la fermeture du site d'Ardon, ce fut une douche froide. Nous avons alors pris l'initiative d'alerter les pouvoirs publics et tous les élus ont signé une lettre au président mondial d'Hitachi, Toshiaki Higashihara, pour expliquer notre grande déception et demander que, même si le produit « disque dur » n'avait plus d'avenir à Ardon, il y ait une suite d'Hitachi à Orléans. Nous avons, je crois, parlé très fortement. Le vice-président d'Hitachi, Akira Shimizu, a d'ailleurs fait savoir qu'il voulait me voir personnellement. Je l'ai reçu ici, dans ma permanence, le 7 octobre dernier. J'ai associé à cette réunion François Bonneau, Charles-Éric Lemaignan et Marianne Dubois, qui représentait le Département. Akira Shimizu nous a dit qu'Hitachi allait travailler, dans les mois qui viennent, pour trouver une solution afin qu'une autre activité, dans le domaine des services, s'implante à Orléans. Parallèlement, Toshiaki Higashihara a écrit une lettre dans laquelle il déclarait vouloir préserver l'image de marque d'Hitachi à Orléans. Mercredi dernier – le 12 octobre NDLR – nous avons été reçus par Christophe Sirugue, le secrétaire d'État chargé de l'Industrie, pendant une heure. Son cabinet avait rencontré des

gens d'Hitachi, et il a été rappelé que tout devait être fait au plan national, européen et international pour faciliter l'arrivée d'une activité « services » à Orléans. Cela ne sera sans doute pas immédiat, il faudra sûrement attendre plusieurs mois. Et cette implantation se fera certainement sur un autre site.

**La Tribune Heb'd'O :** Mais à l'heure où l'on se parle, vous êtes optimiste ?

**J-P.S. :** S'il y a eu une lettre du président mondial d'Hitachi, ce n'est pas pour rien. S'il y a une forte implication ministérielle, ce n'est pas pour rien. Je suis optimiste, mais, comme d'habitude, je suis réaliste. Ce qui compte, c'est que nous soyons unis. Il faut faire bloc comme un pack de rugby, c'est la clé du succès. C'est ce qu'a d'ailleurs souligné Christophe Sirugue, et les Japonais y sont sensibles.

**La Tribune Heb'd'O :** Cette unité que vous évoquez s'est matérialisée lors du long combat pour le passage de l'agglomération d'Orléans en Métropole...

**J-P.S. :** Le premier point, c'est le passage en Communauté Urbaine, le 1<sup>er</sup> janvier prochain, grâce à un amendement Germain / Sueur adopté par le Sénat, puis par l'Assemblée nationale. Ce passage offre un saut de compétences et de ressources nettement supérieur à ce qui existe aujourd'hui. Ensuite, dès le 1<sup>er</sup> janvier, ce sera la naissance officielle d'« Orléans Métropole », ce qui est une bonne chose. Je me suis toujours battu contre ce triste nom d'Agglo, qui ne signifie rien. Orléans Métropole, au moins, on sait où c'est. Et concernant le passage en Métropole, c'est un combat dont nous avons parlé Olivier Carré, Serge Grouard et moi-même, au Premier ministre. Le Gouvernement ne voulait en effet intégrer qu'un nombre restreint de métropoles dans son projet de loi sur le Grand Paris.



Ce n'est pas le livre des journalistes du Monde que Jean-Pierre Sueur tient entre ses mains, mais bien celui sur la pensée politique de Charles Péguy...

**La Tribune Heb'd'O :** Vous ne parlez pas de Charles-Éric Lemaignan...

**J-P.S. :** Je vous cite ceux qui ont conversé avec le Premier ministre. Mais je sais que Charles-Éric Lemaignan était totalement solidaire de cette démarche. Quand il a été reçu au Sénat, j'étais là pour le recevoir. Il y a eu des divergences entre lui et moi mais sur ce point, une unité s'est formée.

**La Tribune Heb'd'O :** Quel sera le calendrier dans les prochains mois ?

**J-P.S. :** Nous sommes au début d'un processus législatif. J'ai cependant appelé à la vigilance, parce qu'il peut y avoir des demandes reconventionnelles : si on charge la barque, elle peut sombrer. Il faudra s'en tenir le plus possible au texte du Gouvernement. Vous savez, cet épisode me fait penser à un autre débat, celui du changement du nom de la Région : il fallait, entre parenthèses, être maso pour s'appeler « Centre »... Depuis que je fais des amendements, celui dont je suis le plus fier tient en une ligne : « à compter

de la publication de la présente loi, la région « Centre » est dénommée « Centre-Val de Loire. » Et pourtant, cela a été un travail énorme pour convaincre mes collègues au Sénat, puis à l'Assemblée de le faire voter. Jacques Auxiette, le président des Pays de la Loire, avait écrit à tous les députés socialistes de la région de voter contre. Mais François Bonneau a été très utile sur ce dossier, de même que Serge Grouard, qui a parlé aux députés de droite.

## « POURQUOI NE PAS CRÉER UNE FAC DE MÉDECINE À ORLÉANS ? »

**La Tribune Heb'd'O :** L'Université d'Orléans accuse aujourd'hui un « trou » de 12 M€. Êtes-vous effaré que personne

ne soit intervenu pour stopper la machine ?

**J-P.S.** : Très franchement, je ne connais pas le dossier dans le détail. Mais il faut en tirer toutes les conséquences, ce que me paraît avoir fait Ary Bruand. Maintenant, il faut tout faire pour développer cette université, à laquelle je suis profondément attaché : c'est un enjeu majeur pour Orléans. Je suis d'accord pour qu'elle s'inscrive sur le site de l'ancien hôpital, à condition qu'on y implante des enseignements qui n'existent pas à La Source. Je pense par exemple qu'Orléans peut accueillir une antenne de Sciences-Po, une école de commerce ou une autre dans le domaine de la communication. Je pense aussi, et cela n'est pas partagé par tous mes amis, que ce serait positif de créer une fac de médecine à Orléans. Ce serait très porteur pour résoudre en partie les problèmes de désertification médicale dans le Loiret. Alors oui, il faut d'abord régler les problèmes de gestion, mais aussi porter une ambition pour l'Université. Car qui n'avance pas recule.

**La Tribune Hebdo** : Quel regard jetez-vous sur la mandature Olivier Carre ? On a l'impression que le consensus est de mise, que l'ensemble des forces politiques soutient les projets proposés

par la majorité... Partagez-vous cette forme de « normalisation » ?

**J-P.S.** : Non. Je regrette par exemple que le projet des mails soit différé alors qu'il est essentiel. Il faudrait que l'on reconquiert cet espace, qui est aujourd'hui une autoroute, en construisant une sorte de ramblas. Le mail Sainte-Euverte était destiné à être un jardin ; je regrette qu'il soit toujours ce lamentable parking. Je ne suis pas content, non plus, de la manière dont a été gérée la liaison entre la gare et le tram/bus, pas pratique et incohérente. Je regrette aussi qu'il n'y ait pas eu de concours d'architecture pour la gare. Je continue aussi de penser que cette place d'Arc a été une erreur monumentale. Mais je pourrais encore citer d'autres sujets...

**La Tribune Hebdo** : L'opposition à Orléans paraît en manque de leadership. Qu'en pensez-vous ?

**J-P.S.** : Je n'ai jamais souhaité faire de commentaires sur mes amis socialistes. Je souhaite uniquement la plus grande unité possible et que nous préparions l'avenir avec des énergies nouvelles qui s'ajouteront à celles qui existent déjà. Il y a un travail important à faire sur le fond. Je n'entrerai pas dans des querelles de personnes.

**La Tribune Hebdo** : Soutiendrez-vous François Hollande quand il se sera déclaré candidat à sa réélection ?

**J-P.S.** : J'ai déjà dit que j'avais soutenu l'ensemble des projets de François Hollande, à l'exception de la déchéance de nationalité. Cela dit, je regrette un certain nombre d'erreurs : j'aurais ainsi préféré que la ligne économique issue du rapport Gallois soit mise en œuvre dès le début. Que l'on fasse aussi preuve d'une plus grande clarté sur l'état dont Nicolas Sarkozy avait laissé la France. J'aurais aussi aimé plus de cohérence dans les mesures fiscales, et qu'il y ait un cap clair en matière de décentralisation. Pour ce qui est de la candidature de François Hollande, nous sommes, vous l'aurez remarqué, dans une période d'incertitude. Je vais attendre que la situation s'éclaircisse.

**La Tribune Hebdo** : Comment avez-vous accueilli le livre paru à son sujet la semaine dernière ? On parle de « suicide politique »...

**J-P.S.** : Je n'ai pas lu ce livre, il y en a d'autres qui m'intéressent davantage en ce moment... Je crois cependant que certaines citations ont créé un trouble certain. Ce n'est pas un suicide, mais il faut réfléchir à la place de la parole politique. Dans le monde journalis-

tique, il existe le « off », qui peut permettre de fusiller ses « copains », de faire passer des messages...

**La Tribune Hebdo** : Ce n'était pas du « off » dans ce cas présent.

**J-P.S.** : Oui, mais je ne serais pas choqué qu'il y ait une certaine rareté de la parole politique, une certaine distance. Le développement des médias en continu, les réseaux sociaux font qu'il y a un magma de parole politique qu'il faut, à mon sens, mieux maîtriser.

**La Tribune Hebdo** : Serez-vous encore assis sur les bancs du Sénat dans un an ?\*

**J-P.S.** : Je parlerai de ce sujet le moment venu et vous en serez informés... En vérité, j'ai beaucoup de travail au Sénat et je suis complètement adonné à ma tâche. Je parcours aussi le Loiret inlassablement pour travailler avec tous les partenaires. J'ai énormément de projets et de problèmes qui arrivent aujourd'hui sur mon bureau. ●

\*Jean-Pierre Sueur sera concerné par les élections sénatoriales partielles qui auront lieu en septembre 2017.

465284



SUIVONS  
VOTRE  
inspiration

## OFFRE EXCLUSIVE !

Votre **MAISON CONNECTÉE**  
avec la **box SOMFY Tahoma** et  
vos **volets roulants motorisés**  
pour **seulement 1€\* de plus !**



Illustration : Cédric Simon-Beril



129 Rue Saint Marceau - ORLÉANS - 02 38 22 32 72

[www.maisonsclairlogis.fr](http://www.maisonsclairlogis.fr)

\* Offre valable du 01/09/2016 au 31/10/2016 pour la signature d'un contrat de construction dans le cadre de la loi du 10/12/1990. Offre non cumulable valable uniquement pour l'agence Maisons Clair Logis d'Orléans (45). Cette offre comprend l'installation d'une box SOMFY Tahoma ainsi que la motorisation de 4 volets roulants. Cette offre ne peut pas être transformée en remise commerciale. Descriptif complet de l'offre dans l'agence Maisons Clair Logis d'Orléans (45). MAISONS CLAIR LOGIS, SAS au capital de 640 000 € - SIREN 775 629 173.